



CHAPITRE 286

Loi des compagnies de télégraphe et de téléphone

PREMIÈRE PARTIE

DES COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE

SECTION I

DE LA FORMATION DE LA COMPAGNIE

Obten-
tion de
charte.

1. Trois personnes majeures au moins peuvent, en observant les formalités ci-après requises, s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil, et en obtenir une charte les autorisant à construire une ou des lignes de télégraphe électrique, avec des embranchements y conduisant ou en divergeant d'un point à un autre dans cette province. S. R. 1941, c. 297, a. 2.

Requête:

Contenu.

2. La demande de constitution en corporation est faite par requête contenant:

1° Le nom corporatif que l'on se propose de donner à la compagnie;

2° La désignation de la ligne de télégraphe à construire et les routes que doit suivre cette ligne;

3° Le capital de la compagnie;

4° Le montant de chaque action;

5° Les noms, prénoms, qualités et adresses des administrateurs provisoires;

6° Le nom de la municipalité où la compagnie a l'intention de conduire ses opérations.

Signa-
ture.

Les signatures à la requête sont apposées en présence d'un notaire ou de deux témoins. S. R. 1941, c. 297, a. 3.

Rensei-
gnements.

3. Le ministre des travaux publics peut exiger tous renseignements, documents,

CHAPTER 286

Telegraph and Telephone Companies Act

PART I

TELEGRAPH COMPANIES

DIVISION I

FORMATION OF THE COMPANY

1. Any number of persons of the age of majority, not less than three, may, by observing the formalities hereinafter required, apply to the Lieutenant-Governor in Council and obtain a charter authorizing them to build a line or lines of electric telegraph, with branches leading to or from the same, from one point to another in this Province. R. S. 1941, c. 297, s. 2.

2. The application for incorporation shall be made by petition containing:

(1) The proposed corporate name of the company;

(2) A description of the line or lines of telegraph to be built, and the route or routes by which such lines are to pass;

(3) The capital of the company;

(4) The amount of each share;

(5) The names in full, callings and addresses of the provisional directors;

(6) The name of the municipality in which the operations of the company are intended to be carried on.

The signatures to the petition shall be subscribed before a notary or two witnesses. R. S. 1941, c. 297, s. 3.

3. The Minister of Public Works may call for the production of any information,

témoignages et affidavit qu'il trouve nécessaires ou utiles, dans le but de s'assurer de la vérité des faits contenus dans la requête. S. R. 1941, c. 297, a. 4.

documents, evidence and affidavits that he may deem necessary or expedient in order to satisfy himself of the truth of the facts alleged in the petition. R. S. 1941, c. 297, s. 4.

Lettres
patentes.

4. 1. Après l'accomplissement des formalités ci-dessus requises, et sur le rapport du ministre des travaux publics, le lieutenant-gouverneur en conseil peut octroyer aux requérants, par lettres patentes sous le grand sceau, une charte les constituant en corporation pour les fins mentionnées dans leur requête.

4. (1) After the above formalities have been observed, and on the report of the Minister of Public Works, the Lieutenant-Governor in Council may grant to the petitioners, by letters patent under the Great Seal, a charter constituting them a corporation for the objects set forth in their petition.

Contenu.

2. Les lettres patentes font l'énumération des allégations principales contenues dans la requête.

(2) The letters patent shall recite the principal facts alleged in the petition.

Publication.

3. Les lettres patentes sont immédiatement publiées dans la *Gazette officielle de Québec* et, à compter du jour de cette publication, les requérants ainsi que les autres personnes qui deviennent subséquentement actionnaires de la compagnie sont une corporation sous le nom mentionné dans les lettres patentes. S. R. 1941, c. 297, a. 5.

(3) The letters patent shall immediately thereafter be published in the *Quebec Official Gazette*, and, from the date of such publication, the petitioners and such others as may afterwards become shareholders in the company shall be a corporation, with the name mentioned in the letters patent. R. S. 1941, c. 297, s. 5.

Changements.

5. Tout changement dans les dispositions des lettres patentes n'est fait que du consentement des deux tiers des actionnaires avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 297, a. 6, parag. 1.

5. No change in the provisions of the letters patent shall be made without the consent of two-thirds of the shareholders and the approval of the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 297, s. 6, subsec. 1.

Formalités.

6. Lorsqu'il s'agit d'obtenir des changements dans les dispositions des lettres patentes, les administrateurs, après avoir obtenu l'assentiment des deux tiers des actionnaires, présentent une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, mentionnant les changements demandés, le but de ces changements et l'assentiment des deux tiers des actionnaires; le lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du ministre des travaux publics, peut accorder des lettres patentes supplémentaires modifiant les premières, lesquelles sont publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, et prennent effet du jour de leur publication. S. R. 1941, c. 297, a. 6, parag. 2.

6. Whenever changes are to be made in the provisions of the letters patent, the directors, with the consent of two-thirds of the shareholders, shall present a petition to the Lieutenant-Governor in Council, setting forth the changes asked for, the object of such changes and the consent of two-thirds of the shareholders; and the Lieutenant-Governor in Council, on the report of the Minister of Public Works, may grant supplementary letters patent amending the first, which supplementary letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*, and shall take effect from the day of their publication. R. S. 1941, c. 297, s. 6, subsec. 2.

SECTION II

DIVISION II

DES POUVOIRS ET DES DEVOIRS GÉNÉRAUX DE LA COMPAGNIE ET DE SES OFFICIERS

GENERAL POWERS AND DUTIES OF THE COMPANY AND ITS OFFICERS

Biens-fonds.

7. Toute compagnie ainsi formée a plein pouvoir d'acheter, recevoir, posséder

7. Every company formed as aforesaid shall have power to purchase, take, Holding land, etc.

et transporter des biens-fonds, mais ceux seulement qui sont nécessaires pour transiger commodément les affaires et pour bien conduire les opérations de la compagnie. S. R. 1941, c. 297, a. 7.

hold and convey such immovable property and such only as may be necessary for the convenient transaction of its business and for effectually carrying on its operations. R. S. 1941, c. 297, s. 7.

Administrateurs,
etc.

8. Elle peut nommer les administrateurs, officiers et agents, et faire les règlements qui peuvent être nécessaires pour la transaction de ses affaires, pourvu que tels règlements ne soient pas incompatibles avec les lois de cette province. S. R. 1941, c. 297, a. 8.

8. It may appoint such directors, officers and agents, and make such regulations and by-laws, not inconsistent with the laws of this Province, as may be necessary in the transaction of its business. R. S. 1941, c. 297, s. 8.

Directors,
etc.

Construction de
lignes.

9. Elle peut construire les lignes de télégraphe, désignées dans ses lettres patentes, sur les terrains qu'elle a acquis, ou sur ceux qui lui ont été cédés par les parties ayant droit de faire cette cession, et le long de et à travers les chemins publics, ou à travers tout terrain ou toute étendue d'eau dans cette province, en érigeant les constructions nécessaires, y compris les poteaux, jetées ou culées destinés à supporter les cordes ou fils desdites lignes, pourvu qu'elles ne soient pas érigées de manière à incommoder le public qui se sert de ces chemins, ni à gêner le libre accès à toute maison ou autre bâtiment construit dans ce voisinage, ni à interrompre la navigation.

9. It may build the lines of telegraph described in its letters patent upon any lands purchased by it, or the right to carry its line over which has been conceded to it by the parties having a right to make such concession, and along any and upon any public roads, or across any land or any of the waters within this Province, by the erection of the necessary fixtures, including posts, piers or abutments, for sustaining the cords or wires of such lines, provided the same be not so built as to incommode the public use of such roads, or to impede the free access to any house or other building erected in the vicinity of the same, or to interrupt the navigation of such waters.

Building
lines.

Expropriation.

Dans le cas où la compagnie veut poser ses poteaux et ses lignes et ne peut s'entendre avec le propriétaire du terrain au sujet de l'indemnité à payer, elle pourra, exproprier la partie de terrain strictement nécessaire pour y poser ses poteaux, avec en plus une servitude comportant le droit de poser ses poteaux et ses fils et un droit de passage sur le terrain pour les réparer et les tenir en bon état.

When the company wishes to put up its poles and lines and cannot agree with the owner of the land respecting the compensation to be paid, it may expropriate the portion of land strictly necessary to put up its poles thereon, with, in addition, a servitude conveying the right to put up its poles and wires and the right to pass over the land to repair and keep them in good order.

Expropriation.

Lignes existantes.

Elle peut aussi, avec l'approbation du ministre des travaux publics, louer ou acquérir, en totalité ou en partie, une ligne déjà construite.

It may also, with the approval of the Minister of Public Works, lease or acquire, in whole or in part, a line already constructed.

Existing
lines.

Prolongation de
ligne.

Elle peut également prolonger ou étendre sa ligne, au moyen de constructions ou au moyen de l'acquisition ou de la location d'une ligne déjà établie au delà des endroits, lieux et routes indiqués dans ses lettres patentes ou son certificat. S. R. 1941, c. 297, a. 9.

It may also prolong or extend its line, by building or by the purchase or lease of an already established line beyond the localities, places and roads indicated in its letters patent or its memorandum. R. S. 1941, c. 297, s. 9.

Extending
lines.

Ponts.

10. Rien de contenu dans la présente loi n'est censé conférer à telle compagnie

10. Nothing in this act shall confer on any such company the right of building a

Bridges.

le droit de construire un pont sur des cours d'eau navigables. S. R. 1941, c. 297, a. 10.

bridge over any navigable water. R. S. 1941, c. 297, s. 10.

Dettes. **11.** Nulle telle compagnie ne peut contracter de dettes pour un montant excédant la moitié de son capital. S. R. 1941, c. 297, a. 11.

11. No such company may contract debts, debts exceeding one-half of its capital stock. R. S. 1941, c. 297, s. 11.

Signature. **12.** Tous les actes constitutifs ou reconnitifs des dettes assumées par la compagnie, doivent être signés par le président et le trésorier. S. R. 1941, c. 297, a. 12.

12. All evidences and acknowledgements of debt issued by such company shall be signed and issued by its president and treasurer. R. S. 1941, c. 297, s. 12.

Compagnies formées avant 1934. **13.** Toute association ou compagnie de télégraphe, organisée le ou avant le 7 mars 1934, et en opération à cette date, continue son existence nonobstant la date fixée dans le certificat déposé au bureau du secrétaire de la province, comme étant celle à laquelle cette association ou compagnie de télégraphe devait cesser d'exister. S. R. 1941, c. 297, a. 13.

13. Any telegraph association or company organized on or before the 7th of March, 1934 and operating at such date shall continue to exist notwithstanding the date fixed in the memorandum filed in the office of the Provincial Secretary, as being that on which such association or company shall cease to exist. R. S. 1941, c. 297, s. 13.

Liquidation. **14.** Une telle association ou compagnie de télégraphe ainsi continuée cesse d'exister lorsque la majorité des associés décide, à une assemblée régulièrement convoquée à cette fin, de liquider les affaires de l'association ou compagnie. S. R. 1941, c. 297, a. 14.

14. Any such telegraph association or company so continued shall cease to exist when the majority of the partners decide, at a meeting regularly called for such purpose, to wind-up the business of the association or company. R. S. 1941, c. 297, s. 14.

Transmission des dépêches. **15.** Toute compagnie en possession d'une ligne de télégraphe ouverte au public doit, excepté dans les cas prévus dans l'article 16, transmettre toutes les dépêches dans l'ordre où elles sont reçues, sous peine d'une amende de pas moins de vingt ni de plus de cent dollars, recouvrable, avec les frais de poursuite, par la personne qui souffre du fait que l'ordre d'expédition de sa dépêche a été interverti. S. R. 1941, c. 297, a. 15.

15. Every company in possession of any telegraph line in operation shall, except in cases provided for in section 16, forward all despatches in the order in which they are received, under a penalty of not less than twenty nor more than one hundred dollars, to be recovered, with costs of suit, by the person or persons whose despatch has been sent out of its order and who is or are aggrieved thereby. R. S. 1941, c. 297, s. 15.

Dépêches privilégiées. **16.** Lorsqu'une personne attachée à l'administration de la justice, ou toute autre personne à ce autorisée par le secrétaire de la province l'exige, toute dépêche relative à l'administration de la justice, à l'arrestation des criminels, à la découverte ou prévention des crimes et les dépêches du gouvernement, doivent être transmises de préférence à toute autre dépêche. S. R. 1941, c. 297, a. 16.

16. Any message in relation to the administration of justice, arrest of criminals, the discovery or prevention of crime, and Government messages or despatches, shall always be forwarded in preference to any other message or despatch, if required by persons connected with the administration of justice, or by any person thereunto authorized by the Provincial Secretary. R. S. 1941, c. 297, s. 16.

Secret.

17. Tout télégraphiste, ou toute autre personne employée par une compagnie de télégraphe, qui divulgue le contenu d'une dépêche privée, est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars ou de l'emprisonnement pour un espace de pas plus de trois mois, ou des deux à la fois, à la discrétion du tribunal qui prononce la condamnation. S. R. 1941, c. 297, a. 17.

17. Any telegraph operator, or any person employed by a telegraph company, divulging the contents of a private despatch, shall be liable to a fine of not more than one hundred dollars, or to imprisonment for a term of not more than three months, or both, in the discretion of the court before which the conviction is had. R. S. 1941, c. 297, s. 17.

SECTION III

DE LA PRISE DE POSSESSION DE LA LIGNE
PAR SA MAJESTÉ

Prise de possession.

18. Sa Majesté peut, en tout temps, prendre possession de toute ligne de télégraphe et de tous les accessoires pour la faire fonctionner, et en retenir la possession pendant quelque temps que ce soit; elle peut, pendant ce temps, exiger le service exclusif des télégraphistes et autres personnes employées à faire fonctionner la ligne; et la compagnie doit en abandonner la possession.

Devoir des télégraphistes, etc.

Sous une pénalité n'excédant pas cent dollars, pour chaque cas de refus ou de négligence à se conformer aux exigences du présent article,—laquelle amende est recouvrable par la couronne pour les fins publiques de la province, avec les frais, en la même manière que des dettes pour un même montant sont recouvrables par la couronne,—les télégraphistes et autres personnes ainsi employées doivent, pendant le temps que dure cette possession, obéir avec diligence et fidélité aux ordres, et transmettre et recevoir les dépêches qu'ils sont requis de recevoir et transmettre par tout officier dûment autorisé du gouvernement de la province. S. R. 1941, c. 297, a. 18

Propriété de la couronne.

19. Sa Majesté peut, en tout temps après l'établissement d'une ligne de télégraphe en vertu de la présente loi, et après deux mois d'avis donné à la compagnie, en prendre possession, et après telle prise de possession, la ligne et toutes les propriétés mobilières et immobilières essentielles au fonctionnement du télégraphe, et tous les droits et privilèges de la compagnie à l'égard de cette ligne, sont dévolus à la couronne. S. R. 1941, c. 297, a. 19.

DIVISION III

TAKING POSSESSION OF THE LINE BY HER
MAJESTY

Taking possession.

18. Her Majesty may, at any time, take, and, for any length of time, retain possession of any such telegraph line and of all things necessary to the sufficient working thereof, and may for the same time require the exclusive service of the operators and other persons employed in working such line; and the company shall give up possession thereof.

Duty of operators, etc.

Under a penalty of not more than one hundred dollars for any refusal or neglect to comply with the requirements of this section, to be recovered by the Crown for the public uses of the Province, with costs, in any way in which debts of like amount are recoverable by the Crown, the operators and other persons so employed, shall, during the time of such possession, diligently and faithfully obey such orders, and forward and receive such despatches, as they may be required to receive and forward by any duly authorized officer of the Provincial Government. R. S. 1941, c. 297, s. 18.

Crown ownership.

19. Her Majesty may, at any time after the commencement of a telegraph line under this act, and after two months' notice to the company, take possession thereof and, upon such taking of possession, such line and all the property, real or personal, essential to the working thereof, and all the rights and privileges of the company as regards such line, shall be vested in the Crown. R. S. 1941, c. 297, s. 19.

Expro-
priation.

20. S'il surgit quelque différend entre la compagnie et ceux qui agissent pour la couronne, quant à la compensation à payer à la compagnie pour une ligne de télégraphe et ses dépendances, prises en vertu de l'article 19, ou pour l'usage temporaire exclusif de cette ligne, en vertu de l'article 18, ce différend est réglé par des procédures d'expropriation. S. R. 1941, c. 297, a. 20.

20. If any difference arise between the company and those who act for the Crown, as to the compensation which ought to be paid to the company, for any telegraph line and appurtenances taken under section 19, or for the temporary exclusive use thereof under section 18, such difference shall be settled by expropriation proceedings. R. S. 1941, c. 297, s. 20.

Expro-
priation.

SECTION IV

DES SOUSCRIPTIONS PAR LES MUNICIPALITÉS
OU LES CORPORATIONSSouscrip-
tions
muni-
cipes, etc.

21. Toute corporation municipale ou autre peut souscrire et posséder des actions dans toute compagnie formée en vertu de la présente loi, payer le montant de cette souscription à même les fonds municipaux ou autres fonds non spécialement appropriés à un autre objet, et telle corporation municipale peut prélever, au moyen d'une cotisation, l'argent nécessaire pour payer la souscription.

Droits.

Cette corporation possède tels droits comme membre de la compagnie, et vote à raison des actions possédées par elle, de la manière et par l'intervention des personnes ou officiers indiqués par les règlements de la compagnie. S. R. 1941, c. 297, a. 21.

DIVISION IV

SUBSCRIPTIONS BY MUNICIPALITIES AND
CORPORATIONS

21. Any municipal or other corporation may subscribe for and hold stock in any company formed under this act, and may pay the amount of such subscription out of any municipal or other funds not specially appropriated to any other purpose, and such municipal corporation may levy money by assessment, for paying any such subscription.

Subscrip-
tions by
muni-
cipalities,
etc.

Such corporation shall have such rights as a member of the company, and shall vote upon the stock held by it in such manner and through such person or officer, as shall be determined by the by-laws of the company. R. S. 1941, c. 297, s. 21.

Rights.

DEUXIÈME PARTIE

DES COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE

Disposi-
tions ap-
plicables.

22. La première partie s'applique également aux compagnies de téléphone. S. R. 1941, c. 298, a. 2.

Secret des
employés,
etc.

23. Tout opérateur, ou toute autre personne employée par une compagnie de téléphone qui écoute une conversation ou un message se faisant au moyen d'un appareil de cette compagnie, ou en prend connaissance, et qui, sauf dans le cas où elle est légalement autorisée ou engagée à le faire, divulgue la teneur ou substance de cette conversation ou de ce message, est passible d'une amende de cent dollars, recouvrable sur poursuite intentée devant le tribunal compétent, par toute personne poursuivant en son nom, ou, à défaut de paiement de cette amende, d'un empri-

Peine.

PART II

TELEPHONE COMPANIES

22. Part I shall also apply to telephone companies. R. S. 1941, c. 298, s. 2.

Provisions
to apply.

23. Every operator or other person in the employ of a telephone company, who listens to or acquires knowledge of any conversation or message that is being carried on by means of the apparatus of such company, and who, except when lawfully authorized or directed so to do, divulges the purport or substance of such conversation or message, shall be liable to a penalty of one hundred dollars recoverable by suit in a court of competent jurisdiction by any person suing therefor in his own name, or, in default of payment of such penalty, to imprisonment for a

Secrecy
by em-
ployees,
etc.

Penalty.

sonnement pendant une période de temps n'excédant pas trois mois, ou des deux à la fois, à la discrétion du tribunal devant lequel le délinquant est trouvé coupable. S. R. 1941, c. 298, a. 3.

term of not more than three months, or both, in the discretion of the court before which the conviction is had. R. S. 1941, c. 298, s. 3.

Message
écouté,
etc.

24. Toute personne qui écoute une conversation ou un message passant sur les lignes d'une compagnie de téléphone, non adressé ni destiné à cette personne, ou en prend connaissance, et divulgue cette conversation ou ce message, ou en divulgue la teneur ou la substance, sauf dans le cas où elle est légalement autorisée ou engagée à le faire, est passible de la même amende et du même emprisonnement que ceux imposés par l'article 23. S. R. 1941, c. 298, a. 4.

24. Every person who listens to or acquires knowledge of any conversation or message passing over the lines of a telephone system, not addressed to or intended for such person, and divulges the same or the purport or substance thereof, except when lawfully authorized or directed so to do, shall be liable to the same penalty and imprisonment as are enacted in section 23. R. S. 1941, c. 298, s. 4.

Message
overheard,
etc.

Compagnies for-
mées
avant
1934.

25. Toute association ou compagnie de téléphone, organisée le ou avant le 7 mars 1934, et en opération à cette date continue son existence nonobstant la date fixée dans le certificat déposé au bureau du secrétaire de la province, comme étant celle à laquelle cette association ou compagnie de téléphone devait cesser d'exister.

25. Any telephone association or company organized on or before the 7th of March 1934 and operating at such date shall continue to exist notwithstanding the date fixed in the memorandum filed in the office of the Provincial Secretary, as being that on which such association or company shall cease to exist.

Com-
panies
created
before
1934.

Liquida-
tion.

Une telle association ou compagnie de téléphone ainsi continuée cesse d'exister lorsque la majorité des associés décide, à une assemblée régulièrement convoquée à cette fin, de liquider les affaires de l'association ou compagnie. S. R. 1941, c. 298, a. 5.

Any such telephone association or company so continued shall cease to exist when the majority of the partners decide, at a meeting regularly called for such purpose, to wind-up the business of the association or company. R. S. 1941, c. 298, s. 5.

Winding-
up.